

comment fonctionne le mécanisme établi aux termes de la résolution 80 (III)⁸ avant d'envisager de réorganiser la CNUCED.

62. Il faut espérer que la Commission des articles manufacturés terminera ses travaux sur les obstacles non tarifaires dès que possible, de façon que cette question ne soit pas examinée en même temps par la CNUCED et dans le cadre des négociations commerciales multilatérales. D'autre part, l'Australie appuie

l'idée d'établir un code de conduite des conférences maritimes. Enfin, l'Australie, qui figurait au nombre des auteurs de la résolution 101 (XIII) du Conseil du commerce et du développement [voir A/9015 (troisième partie), annexe I], relative aux problèmes des pays insulaires en voie de développement, estime que des mesures à leur égard complèteraient les mesures prises en faveur des pays les moins avancés et des pays sans littoral.

⁸ *Ibid.*, annexe I.A.

La séance est levée à 17 h 25.

1543^e séance

Mercredi 31 octobre 1973, à 10 h 50.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1543

POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (*suite*) [A/9003/Add.1 (première partie), A/9015, A/9142, A/9213, A/C.2/L.1295] :

a) Rapport du Conseil du commerce et du développement

1. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) déclare, au sujet du projet de résolution A/C.2/L.1295, que dans le texte original espagnol le titre de la résolution 45 (III) de la CNUCED se lisait bien comme le représentant du Mexique l'avait indiqué à la séance précédente; il conviendrait donc qu'il soit libellé en anglais "*Charter of economic rights and duties of States*". Une erreur a été faite lors de la traduction de la résolution 45 (III) ainsi que dans un certain nombre de documents ultérieurs, ce qui explique que le mot "*the*" ait été ajouté entre les mots "*of*" et "*economic*" dans le titre du projet de résolution A/C.2/L.1295. Cette erreur sera immédiatement corrigée.

2. M. GONZÁLEZ GÁLVEZ (Mexique) fait observer qu'afin d'harmoniser les différents textes il conviendrait, dans le projet de résolution, de supprimer le mot "*the*" chaque fois que le projet de charte est mentionné.

3. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) déclare que, pour des raisons d'économie, il ne paraîtra pas de rectificatif au document A/C.2/L.1295. Néanmoins, si les auteurs du projet de résolution en révisent le texte, la correction sera apportée à la version révisée comme elle sera faite de toute façon dans le rapport de la Commission.

4. M. OUDOVENKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) déclare que, au cours de l'année écoulée, les activités du Conseil du commerce et du développement ont été marquées par une intensification des efforts visant à résoudre les problèmes posés par les relations économiques et commerciales internationales actuelles. Sa délégation estime que la CNUCED devrait avoir, entre autres, comme principale fonction celle de promouvoir les relations commerciales entre pays à systèmes économiques et sociaux différents, ce à quoi on contribuerait en mettant

en œuvre les "conclusions concertées" de la troisième session de la CNUCED. Par ailleurs, étant donné le climat prometteur actuel, climat de détente qui caractérise les relations internationales, il conviendrait que le Comité de session II poursuive ses activités.

5. Si le principe de l'égalité et des avantages mutuels est strictement appliqué, l'efficacité d'instruments internationaux aussi importants que la charte des droits et des devoirs économiques des Etats s'en trouvera accrue. La délégation de la RSS d'Ukraine est d'avis elle aussi de prolonger le mandat du Groupe de travail chargé d'élaborer cette charte (voir A/9213). La CNUCED pourrait également contribuer à mettre le principe en œuvre en élaborant un code de conduite à l'usage des conférences de lignes ainsi qu'une convention sur les transports internationaux multimodes, en procédant à une enquête sur les activités des compagnies transnationales et sur le contrôle des investissements étrangers.

6. Un des problèmes les plus graves qui se posent en matière de relations commerciales internationales concerne la position des pays en voie de développement dans le cadre de la division capitaliste du travail à l'échelle mondiale. Les pays en voie de développement souffrent toujours plus du fait que le taux de croissance de leurs exportations à destination des pays capitalistes développés ne suit pas l'accroissement du prix des produits finis qu'ils importent de ces mêmes pays. Les forces naturelles du marché continuent de s'exercer au détriment des pays en voie de développement essentiellement parce que leur économie est encore liée à celle des Etats capitalistes industrialisés, qui absorbent les trois quarts de la production des pays du tiers monde. Les puissances industrielles occidentales maintiennent un système de tarifs et de mesures commerciales destinés à perpétuer cette situation. De plus, les relations commerciales des pays en voie de développement avec le monde occidental ont une influence négative sur leur balance commerciale invisible. Il faudrait que la CNUCED étudie systématiquement l'influence qu'exercent les invisibles ainsi que les entrées et les sorties de capitaux, notamment sous forme de bénéfices et de dividendes, sur la situation financière des pays en voie de développement.

7. Les raisons sous-jacentes aux problèmes commerciaux et économiques persistants des pays en voie de développement ont été clairement énoncés lors de la cinquième session extraordinaire du Conseil du commerce et du développement [voir A/9015 (première partie)]. A cet égard, les pays socialistes continuent d'appuyer les justes demandes des pays en voie de développement relatives à l'indemnité que ceux-ci exigent des puissances occidentales en dédommagement des conséquences néfastes de toutes les formes du colonialisme et du néo-colonialisme. Par ailleurs, il est d'une grande importance que les pays en voie de développement eux-mêmes procèdent à des transformations économiques et sociales internes d'envergure, limitent l'influence des capitaux étrangers et accroissent le rôle de la planification et du secteur de l'Etat dans la gestion de leur économie intérieure et de leur commerce extérieur.

8. La CNUCED n'a pas simplement pour rôle de défendre les intérêts des pays en voie de développement, mais également d'améliorer sensiblement les relations économiques internationales en général. En conséquence, la délégation de la RSS d'Ukraine appuie les efforts actuellement accomplis au sein de la CNUCED en vue d'élaborer de nouveaux concepts et de nouveaux règlements permettant de réformer le système des relations économiques internationales. Il faudrait que la CNUCED joue un rôle plus important dans le règlement des problèmes commerciaux et monétaires internationaux et il conviendrait de prendre des dispositions pour que tous les Etats intéressés puissent sur ce point avoir également voix au chapitre.

9. Les pays socialistes continuent d'accroître leur commerce avec les pays en voie de développement tant en ce qui concerne les importations que les exportations. Les pays en voie de développement devraient faire bénéficier leurs partenaires socialistes des mêmes conditions commerciales que celles qu'ils accordent aux pays capitalistes développés. Quoique certains problèmes subsistent, des progrès considérables ont été accomplis au cours de l'année écoulée dans le commerce Est-Ouest. La délégation ukrainienne espère que cette tendance se maintiendra car il n'est guère normal que les échanges commerciaux entre les pays capitalistes développés et les pays socialistes, qui représentent ensemble les neuf dixièmes environ de la production mondiale, ne constituent que 3 p. 100 du total des échanges internationaux.

10. La RSS d'Ukraine et les autres pays socialistes sont fermement décidés à rechercher activement, tant à l'intérieur de la CNUCED qu'ailleurs, des mesures efficaces et nouvelles permettant de normaliser davantage le commerce international et de développer la coopération internationale. La normalisation des relations entre les pays membres du CAEM et les pays capitalistes développés constituerait un pas important et nécessaire dans ce sens.

11. La nécessité d'une coopération entre pays ayant des systèmes sociaux différents s'impose d'autant plus qu'il faut consolider la paix et la sécurité internationales. La mise en œuvre de mesures efficaces destinées à réduire la course aux armements, condition préalable et nécessaire d'un désarmement général et complet, libérera des ressources considérables dont on pourra se servir pour le développement économique et social;

c'est dans cet esprit qu'a été faite la proposition concrète de l'URSS tendant à ce que les Etats membres permanents du Conseil de sécurité réduisent leurs budgets militaires de 10 p. 100 et qu'une partie des ressources ainsi libérées soit utilisée pour l'aide aux pays en voie de développement (point 102 de l'ordre du jour). Il faudrait que la CNUCED étudie les possibilités résultant de cette proposition, en particulier eu égard à la décision qu'a prise le Conseil du commerce et du développement, à sa treizième session [voir A/9015 (troisième partie), par. 24] de demander au Secrétaire général de la CNUCED de maintenir la question des aspects commerciaux et économiques du désarmement constamment à l'étude.

M. González Arias (Paraguay) prend la présidence.

12. M. WRIGHT (Canada) déclare que sa délégation se félicite de l'esprit constructif qui a animé les délibérations du Groupe de travail chargé d'élaborer la charte des droits et des devoirs économiques des Etats. Elle appuie sans réserve la recommandation tendant à reconvoquer le Groupe de travail et coopérera pleinement avec d'autres délégations à la mise au point d'un instrument rationnel et viable susceptible de recueillir un large appui.

13. Après le succès de ses deux sessions tenues à Genève (12-23 février et 13-27 juillet 1973), le Groupe de travail en est à un stade crucial de l'élaboration du projet de charte. Si ses membres parviennent à orienter leurs efforts vers une identification plus précise des normes généralement acceptées dans les relations économiques internationales en se bornant à reconnaître pour l'instant que les droits et les devoirs économiques constituent un corollaire légitime de ces normes, il se peut fort bien qu'alors le projet de charte recueille l'appui de la communauté internationale. Le Canada ne considère pas simplement la codification du droit économique international comme importante, mais il est également disposé à accueillir le développement progressif de ce droit comme un progrès notable dans l'évolution des relations internationales.

14. En ce qui concerne les questions de fonds qui pourraient être inscrites dans la charte, la délégation canadienne est prête à examiner toutes celles qui relèvent du domaine économique. L'objectif du Canada est de veiller à ce que les principes énoncés dans la charte reflètent l'évolution progressive du droit international et du climat international et qu'ils en tiennent compte. En se concentrant uniquement sur les questions du développement économique et social lors de l'élaboration de la charte, on risquerait peut-être un double emploi avec l'examen et l'évaluation en cours actuellement de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (point 46). De l'avis de la délégation canadienne, la charte devra être jugée en fonction de l'universalité des principes qu'elle établira pour ce qui est des relations économiques internationales et de la mesure dans laquelle elle prévoira un partage égal des responsabilités entre tous les Etats ainsi que des droits et des devoirs égaux pour tous. Le Canada espère que le projet de résolution A/C.2/L.1295, dont il est devenu l'un des auteurs, sera adopté par consensus.

15. M. FERGUSON (Etats-Unis d'Amérique) déclare que sa délégation participera sans condition

préalable et avec l'esprit de coopération voulu à la recherche de solutions aux problèmes naissants évoqués par le secrétaire général de la CNUCED dans sa déclaration d'ouverture. Elle demande seulement que d'autres adoptent la même attitude. En outre, la délégation des Etats-Unis se félicite de ce que le secrétaire général ait offert son appui pour la préparation d'une conférence mondiale de l'alimentation.

16. M. Ferguson rappelle les observations formulées par le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique au sujet de la charte des droits et des devoirs économiques des Etats dans la déclaration qu'il a faite devant l'Assemblée générale le 24 septembre (2124ème séance plénière). C'est dans l'esprit de cette déclaration que la délégation des Etats-Unis accueille avec satisfaction le projet de résolution A/C.2/L.1295. M. Ferguson espère que les remarques du Secrétaire d'Etat dissiperont les craintes de ceux qui pourraient penser que son gouvernement est implacablement opposé à l'idée d'une charte. La délégation des Etats-Unis a l'intention de continuer à jouer un rôle actif au sein du Groupe de travail et espère que les activités de ce dernier aboutiront à une déclaration de principe équilibrée, qui bénéficiera d'un appui universel et fournira un guide utile pour les relations économiques internationales entre pays développés et pays en voie de développement, économies industrialisées et économies non industrialisées, pays à économie de marché et autres pays.

17. Tout en appuyant sans réserve le projet de résolution, la délégation des Etats-Unis ne peut, à ce stade, appuyer une proposition tendant à établir un document de caractère juridiquement obligatoire. En conséquence, elle accueille avec satisfaction la suggestion du représentant du Mexique tendant à examiner les sources du droit international (1542ème séance, par. 36). Elle est prête à participer à une telle étude car elle sait que le titre d'un document ne détermine pas la place qu'il occupe dans le droit international.

18. La délégation des Etats-Unis comprend la position du secrétaire général de la CNUCED et de la Conférence elle-même en ce qui concerne l'Accord international de 1972 sur le cacao. Son gouvernement coopérera dans toute la mesure possible avec les parties à cet accord mais, pour des raisons qui ont déjà été exposées clairement, il ne peut pas lui-même y adhérer.

19. M. DIALLO (Haute-Volta) se déclare en accord total avec le secrétaire général de la CNUCED en ce qui concerne les produits de base et en particulier le cacao. L'essor actuel n'est que temporaire et il est indispensable que tous les Etats fassent le maximum pour que l'Accord sur le cacao entre en vigueur dès que possible, si l'on veut éviter les effets néfastes qui ne manqueraient pas de se manifester dans l'économie des pays en voie de développement qui dépendent essentiellement de ce produit. M. Diallo invite de nouveau instamment tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait à devenir parties à l'Accord sans plus tarder.

20. Tout doit être mis en œuvre, en particulier de la part des pays développés, pour que les objectifs relativement modestes de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement soient intégrés aux buts et objectifs des négociations actuellement en cours au sein du GATT et du FMI et entre la CEE et les pays qui y sont associés ou pourraient éventuellement

accéder au statut d'association. Par l'adoption de ses résolutions 82 (III) et 84 (III)¹, la CNUCED a contribué de façon marquante à la possibilité de participation des pays en voie de développement aux négociations sur le commerce multilatéral et sur la réforme du système monétaire international. M. Diallo espère que cette politique se poursuivra à l'avenir.

21. Les pays en voie de développement en général espèrent que les négociations commerciales multilatérales aboutiront à une amélioration substantielle de leur participation au commerce mondial et aux recettes d'exportations. Les pays en voie de développement les moins avancés, en particulier, espèrent que ces négociations conduiront à l'adoption de mesures spéciales précises en leur faveur. Il faut ramener l'ordre dès que possible dans la situation monétaire internationale. L'interdépendance très étroite entre les questions monétaires, financières et commerciales doit toujours être prise en considération, et la délégation de la Haute-Volta doute que le secrétaire général de la CNUCED puisse assurer la coordination nécessaire par le truchement de consultations officieuses entre lui-même et les chefs de secrétariat du FMI et du GATT. Comme le Groupe africain l'a recommandé à la douzième session du Conseil du commerce et du développement², cette question devrait être confiée à un organisme intergouvernemental représentant les intérêts des pays développés et ceux des pays en voie de développement.

22. La Haute-Volta, comme d'autres pays en voie de développement, considère qu'un lien entre les droits de tirage spéciaux et le financement additionnel du développement constitue un élément indispensable à tout nouveau système monétaire international. La dernière étude du FMI sur la question devrait dissiper les craintes de certains pays quant au risque que le rapport ainsi créé ne provoque un excès de liquidités et n'aggrave l'inflation. La délégation de la Haute-Volta estime que les discussions techniques sur la question sont à présent achevées et qu'il ne manque que la décision politique requise au niveau du Comité des Vingt. Les pays en voie de développement souffrent également d'une insuffisance des apports de capitaux. A ce propos, la délégation de la Haute-Volta se félicite de l'établissement du Groupe spécial d'experts gouvernementaux, établi aux termes de la résolution 5 (VI) de la Commission des invisibles et du financement lié au commerce³, chargé de trouver une solution au problème du fardeau de la dette qui ne cesse de s'accroître. L'ONU devrait aussi, à titre d'urgence, préparer des codes internationaux de conduite régissant les activités des sociétés multinationales et le transfert des techniques des pays développés vers les pays en voie de développement. Elle espère que les consultations intergouvernementales intensives prévues sur le problème des produits de base commenceront prochainement et qu'elles permettront de résoudre les problèmes en suspens dans ce domaine, où l'on n'a pas encore élaboré d'accords internationaux.

¹ Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session, vol. I : Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe I.A.

² Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 15, première partie, par. 48.*

³ Voir *Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, treizième session, Supplément No 4 (TD/B/464), annexe I.*

23. La délégation de la Haute-Volta se félicite de l'ébauche de mise en œuvre des résolutions de la CNUCED concernant les mesures spéciales en faveur des pays en voie de développement les moins avancés, et elle espère que tous les membres de la communauté internationale joindront rapidement le geste à la parole. Les pays développés à économie de marché et les pays membres du Groupe D (Etats socialistes) devraient tous faire un effort particulier pour mettre en œuvre les résolutions 62 (III) et 63 (III)⁴, tant en matière d'assistance technique et financière qu'en matière de politique commerciale.

24. La Haute-Volta partage le point de vue exprimé précédemment par le représentant du Népal, car elle estime que les problèmes des pays en voie de développement les moins avancés et des pays sans littoral sont très comparables. Ces pays en particulier, et les pays en voie de développement en général, bénéficieraient d'une coopération économique et d'une intégration régionale plus poussées. Cette façon de voir a été clairement exposée lors des différentes réunions régionales et sous-régionales qui ont eu lieu ces derniers mois et il faudrait dûment tenir compte, en instituant une telle politique, des recommandations formulées par les divers groupes géographiques, les pays non alignés et le Groupe de travail créé par le Conseil d'administration du PNUD à sa quinzième session⁵. La communauté internationale devrait encourager activement tout effort visant à promouvoir la coopération régionale et la CNUCED devrait continuer son assistance dans ce domaine en aidant les pays intéressés à identifier et à éliminer les obstacles tarifaires et non tarifaires auxquels se heurte le commerce entre ces pays.

25. Les autres organismes des Nations Unies devraient sans plus tarder donner suite aux recommandations pertinentes de la troisième session de la CNUCED. En particulier, le FMI devrait créer la facilité spéciale demandée dans la résolution 48 (III)⁴ pour promouvoir l'expansion du commerce et l'intégration régionale entre pays en voie de développement. Les pays développés devraient accroître leurs contributions aux fonds spéciaux des banques africaine, asiatique et interaméricaine de développement.

26. La délégation de la Haute-Volta a appuyé la proposition du Président du Mexique d'établir une charte des droits et des devoirs économiques des Etats lors de la troisième session de la CNUCED et elle accueille maintenant avec satisfaction le projet de résolution A/C.2/L.1295, tendant à prolonger le mandat du Groupe de travail.

27. M. DELIVANIS (Grèce) fait observer que le problème central dont est saisie la Commission, problème qui intéresse également l'opinion publique et les gouvernements du monde entier, est de savoir comment faire avancer le développement économique aussi vite que possible et avec le minimum de répercussions défavorables. La CNUCED doit son existence surtout au désir de mettre en pratique le principe que résume la formule "*trade not aid*", bien qu'il soit devenu clair de

nos jours qu'on a besoin à la fois du commerce et de l'aide. On avait pensé au commencement qu'il suffirait de faire disparaître toute différenciation dans le traitement douanier au sens le plus large pour ouvrir les marchés mondiaux aux produits des pays en voie de développement; mais on aurait dû se rendre compte de la nécessité, pour les pays qui avaient autrefois monopolisé le commerce international, de procéder également à des achats dans les pays en voie de développement, même quand ils pouvaient trouver ailleurs des conditions plus avantageuses.

28. La CNUCED a pour but d'assurer des débouchés aux produits des pays en voie de développement à des conditions préférentielles, pourvu que ces derniers soient en état d'effectuer des livraisons rapides et de se conformer aux normes de qualité requises. Il y a, certes, une grande différence entre une décision prise au niveau d'une instance internationale et son application dans chaque cas concret, application qui signifie que, dans les pays développés, les fournisseurs perdront des clients et devront accepter ce développement à rebours dans l'intérêt de la solidarité internationale. Quand les entrepreneurs perdent leurs débouchés et, de ce fait, des revenus, le Trésor de l'Etat en cause perd une partie de ses recettes. Il s'agit donc, comme l'a souligné le représentant du Royaume-Uni, d'aborder le problème avec réalisme.

29. M. Delivanis est d'accord avec le représentant de l'Australie pour dire que le meilleur moyen, pour les pays développés, de contribuer sur une grande échelle au développement dans le monde consiste à augmenter leur activité économique et, de ce fait, leurs revenus et leurs possibilités d'aider, pourvu que leur opinion publique soit informée de la nécessité de cet engagement et qu'elle en accepte les conséquences, à savoir que certains besoins nationaux ne seront pas satisfaits tout de suite ou même pas du tout. Le représentant de la Grèce est donc amené à conclure que l'inflation qui sévit dans les pays développés aussi bien occidentaux qu'orientaux peut contribuer au développement en permettant une absorption plus intense de produits en provenance de pays en voie de développement.

30. M. ZAHARAN (Egypte) déclare que le Conseil du commerce et du développement, dans sa conclusion concertée 106 (XIII) [voir A/9015 (troisième partie), annexe I], a reconnu l'interdépendance entre commerce, financement et le système monétaire international. Toutefois, le Conseil n'a peut-être pas pris les mesures nécessaires pour améliorer la situation monétaire et commerciale, qui est surtout défavorable aux pays en voie de développement. L'aggravation de l'endettement de ces derniers, dont l'économie a été gravement touchée par un certain nombre d'événements survenus depuis l'adoption de la Stratégie internationale du développement, y compris la crise monétaire internationale, aurait dû recevoir une priorité plus élevée. Il importait, au cours des négociations commerciales multilatérales prévues sous les auspices du GATT, de tenir pleinement compte des intérêts légitimes des pays en voie de développement. Un pas positif a été fait lorsqu'il a été décidé d'autoriser des Etats qui ne sont pas parties contractuelles au GATT à participer aux négociations commerciales multilatérales, dont le but est de libéraliser le commerce mondial de façon à procurer des avantages supplémentaires aux pays en voie de développement.

⁴ Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session*, vol. I : *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe I.A.

⁵ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-cinquième session, Supplément No 2*, par. 332.

31. L'interdépendance entre les domaines monétaires, commerciaux et financiers entraîne la nécessité de les coordonner, et cette coordination devrait être faite dans le cadre d'un mécanisme à créer au sein de la CNUCED. En outre, il importe d'instituer un lien étroit entre la création des droits de tirage spéciaux et le transfert des ressources financières aux pays en voie de développement, ce qui permettrait de faire progresser le flux de l'aide financière publique et multilatérale au développement. Le lien entre droits de tirage spéciaux et financement du développement mettrait les moins développés des pays en voie de développement à l'abri de difficultés dans leur balance des paiements.

32. La délégation égyptienne est préoccupée par la lenteur de l'expansion de l'industrie des transports maritimes des pays en voie de développement et de leur participation au trafic commercial international. Les hausses de taux de fret sont particulièrement préjudiciables au commerce des pays en voie de développement et au succès de leurs efforts de diversification de leurs produits d'exportation et de leurs débouchés. La formulation d'un code de conduite des conférences maritimes qui aurait une acceptation universelle favoriserait l'instauration d'un climat de coopération avec les pays développés. Ce sera, espère le représentant de l'Égypte, l'œuvre de la prochaine Conférence des Nations Unies sur ce sujet (12 novembre-14 décembre 1973).

33. Des mesures exceptionnelles s'imposent pour donner priorité à un apport additionnel de capitaux et d'assistance technique aux pays en voie de développement les moins avancés et sans littoral, et le représentant de l'Égypte se félicite de l'initiative prise par le PNUD dans ce domaine. Il importe d'améliorer les modalités et conditions de l'aide financière afin d'assurer une expansion économique plus rapide de ces pays. C'est à cette fin que le Conseil du commerce et du développement a adopté sa décision 100 (XIII) [voir A/9015 (troisième partie), annexe I], mais il conviendrait également de prendre les mesures proposées au paragraphe 356 du rapport sur sa treizième session. La délégation égyptienne a pris note avec satisfaction du rapport du secrétaire général de la CNUCED sur les moyens d'améliorer l'infrastructure des transports et sur les problèmes connexes se rapportant aux transports dans les pays en voie de développement sans littoral, ainsi que du rapport du Groupe d'experts sur la stratégie des transports pour les pays en voie de développement sans littoral, qui sont mentionnés au paragraphe 384 du rapport du Conseil. Selon cette délégation, le Groupe de la Banque mondiale et en particulier l'AID devraient prendre des mesures pour répondre aux besoins d'investissement de ces pays en ce qui concerne l'infrastructure des transports.

34. Pour le transfert des techniques, le programme d'action qui a été mis sur pied par le Groupe intergouvernemental du transfert des techniques devrait être exécuté en parallèle avec l'application de politiques nationales, régionales et internationales visant à faciliter aux pays en voie de développement l'accès à des techniques appropriées dans des conditions équitables.

35. L'Égypte, qui a participé activement aux travaux du Groupe de travail chargé d'élaborer la charte des droits et des devoirs économiques des États, est satis-

faite des progrès accomplis vers la solution de ce problème difficile. La délégation égyptienne appuie donc la recommandation formulée au paragraphe 20 du rapport de la deuxième session du Groupe de travail [voir A/9015 (troisième partie), par. 341] et figure par conséquent parmi les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1295. Le représentant de l'Égypte rejette l'idée, avancée par certains, de considérer cette charte comme une simple déclaration d'intention; il s'agit, au contraire, conformément à la résolution 45 (III) de la CNUCED⁶, d'en faire un instrument juridique obligatoire de portée mondiale.

36. La délégation égyptienne a pris note avec satisfaction de l'étude intitulée *Les conséquences économiques de la fermeture du canal de Suez*⁷ que le secrétariat de la CNUCED a établie pour la sixième session de la Commission des transports maritimes⁷, qui a mis en lumière les conséquences néfastes de la fermeture du canal pour le trafic maritime, l'augmentation du coût du fret ainsi que les répercussions pour les ports et le commerce international en général. Le coût des transports transocéaniques a considérablement augmenté entre 1967 et 1971 à cause de la fermeture du canal de Suez, et il en va de même de l'assurance et des autres charges commerciales, si bien que les produits d'exportation des pays en voie de développement sont devenus moins concurrentiels et les produits d'importation plus onéreux pour eux. L'effet cumulatif produit par la fermeture du canal de Suez a contribué à inhiber la croissance économique générale d'un grand nombre de pays d'Afrique, d'Asie et d'Europe.

37. Le Gouvernement égyptien a déclaré qu'il est prêt à rouvrir le canal de Suez une fois qu'Israël se sera retiré de la rive orientale. Par sa résolution 40 (III)⁶, la CNUCED a exprimé la conviction que le retrait d'Israël des territoires occupés est un préalable indispensable à la réouverture du canal de Suez et à son exploitation continue dans des conditions normales et pacifiques. Toutefois, Israël a lancé une offensive militaire contre la rive ouest du canal, entravant ainsi tout effort égyptien destiné à libérer les territoires égyptiens du Sinaï et à rouvrir le canal de Suez pour la navigation internationale. De plus, Israël continue à usurper les ressources naturelles qui se trouvent dans les territoires arabes occupés, en violation de la souveraineté permanente sur les ressources naturelles, reconnue par la résolution 88 (XII) du Conseil du commerce et du développement⁸.

M. Gabré-Sellassié (Ethiopie) reprend la présidence.

38. M. SEKULIĆ (Yougoslavie) rappelle que la situation économique mondiale et l'état des relations économiques internationales ont été étudiés tant en séance plénière qu'au sein de la Deuxième Commission, et que des propositions ont été faites concernant les nouvelles mesures à prendre par la communauté internationale à ce sujet.

39. On se rend de plus en plus compte, semble-t-il, que les problèmes économiques internationaux actuels

⁶ Voir *Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, troisième session*, vol. I : *Rapport et annexes* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.4), annexe I.A.

⁷ Document TD/B/C.4/104/Rev.1 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.73.II.D.13).

⁸ Voir *Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-septième session, Supplément No 15*, première partie, annexe I.

ne pourront être résolus que par une action concertée dans le cadre du système des Nations Unies. Les insuffisances de l'Organisation ne peuvent être considérées comme une excuse pour justifier la médiocrité des résultats obtenus dans l'application des diverses décisions adoptées jusqu'ici, et notamment de la Stratégie internationale du développement; l'échec est plutôt attribuable au fait que la plupart des pays développés ne cherchent pas à orienter leur politique de façon à s'acquitter de leurs obligations internationales.

40. Les problèmes de développement accéléré des pays en voie de développement sont particulièrement urgents et il importe de leur donner la plus haute priorité. Cela signifie non pas que les autres problèmes internationaux ne sont pas importants, mais seulement que des efforts spéciaux doivent être déployés en vue d'éliminer un anachronisme, à savoir un système qui condamne les pays en voie de développement à la stagnation et retarde leur développement économique. C'est avec cet objectif en vue que la Stratégie internationale du développement a été formulée et la CNUCED joue un rôle particulièrement important dans son application. Toutefois, on s'est heurté à de sérieuses difficultés en ce qui concerne l'examen et l'évaluation de l'application de la Stratégie. Aucune position commune ne s'est dégagée concernant les résultats obtenus jusqu'ici et de nombreuses propositions ont été formulées, notamment par les pays développés, tendant à réviser le concept même de la Stratégie, ce qui confirme la thèse selon laquelle la volonté politique nécessaire pour résoudre les problèmes du développement ferait encore défaut.

41. Au sujet des propositions tendant à introduire ce qu'on a appelé les nouveaux "objectifs qualitatifs", il ne saurait y avoir d'objection de principe, étant donné que la Stratégie internationale du développement est un concept dynamique qui doit continuellement être adapté à l'évolution des besoins. Il est cependant prématuré de penser à introduire de nouveaux éléments alors qu'on ne progresse pas dans la réalisation des objectifs initialement adoptés. Ainsi que l'a déclaré le Ministre néerlandais de la coopération pour le développement (1540ème séance, par. 10), les vues des pays développés ne seront acceptées que s'ils sont disposés à soumettre leurs propres politiques économique et sociale à l'examen et s'ils s'efforcent eux-mêmes d'appliquer les mesures énoncées dans la Stratégie. Les pays en voie de développement s'emploient déjà à mobiliser au maximum leurs propres ressources aux fins de développement et la Conférence des chefs d'Etats ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à Alger du 5 au 9 septembre, a recommandé qu'il soit procédé aux changements structurels et sociaux nécessaires.

42. Des négociations présentant une importance cruciale pour l'avenir des relations économiques internationales sont en cours, mais on devrait en élargir la portée pour couvrir toute la gamme des éléments d'ordre commercial, monétaire et financier qui constituent le système économique mondial. Il faut établir un nouveau système de relations économiques mondiales fondé sur l'égalité et l'intérêt commun de tous les pays, quels que soient leur degré de développement ou leur système économique et social.

43. On ne peut vraiment comprendre l'attitude des pays en voie de développement à l'égard des négocia-

tions commerciales multilatérales que si l'on tient compte de l'impossibilité de sauvegarder leurs intérêts dans le cadre des règles existantes et, par conséquent, de la nécessité de déroger à ces règles. Ces pays souhaitent que leurs intérêts soient intégrés dans le nouveau système, mais cela n'est possible que si l'on accepte le principe selon lequel les modalités de coopération ne peuvent être les mêmes pour des pays se trouvant à des niveaux de développement économique différents. Une stricte égalité fondée sur la clause de la nation la plus favorisée et la non-discrimination ne peut plus être une solution acceptable. Le nouveau système doit être fondé sur les principes du traitement préférentiel, de la non-réciprocité et de la non-discrimination dans les relations entre pays développés et pays en voie de développement. Cela vaut non seulement pour les domaines commercial et monétaire, mais aussi pour d'autres domaines essentiels de la coopération économique internationale.

44. Bien qu'on ne soit pas parvenu à un accord à la cinquième session extraordinaire du Conseil du commerce et du développement concernant l'évaluation des résultats obtenus jusqu'ici dans l'application de la Stratégie internationale du développement, le jugement unanime porté par les pays en voie de développement à cette occasion est très important pour les activités futures dans ce domaine [voir A/9015 (première partie), par. 191 à 215].

45. La CNUCED a fait beaucoup pour assurer la participation des pays en voie de développement aux négociations commerciales et monétaires par l'adoption de ses résolutions 82 (III) et 84 (III), qui ont contribué à la création du Comité des Vingt dans le cadre du FMI, où les pays en voie de développement sont représentés. Elle doit continuer à jouer son rôle dans les négociations commerciales et monétaires, et aider à faire en sorte que les décisions relatives aux questions monétaires, financières et commerciales, qui sont interdépendantes, soient prises sous le signe de la coordination. On devrait chercher à rendre plus efficace le système actuel de coordination entre le secrétaire général de la CNUCED, le Directeur général du GATT et le Directeur général du FMI.

46. La délégation yougoslave se félicite que le Conseil, par sa résolution 97 (XIII) [voir A/9015 (troisième partie), annexe I], ait décidé d'organiser des consultations intergouvernementales intensives sur des produits de base, y compris le café. La CNUCED doit accorder la même attention aux problèmes de tous les pays en voie de développement, en particulier des moins avancés d'entre eux, de façon à les faire équitablement bénéficier des mesures générales prises en faveur de l'ensemble des pays en voie de développement. Le moment est venu d'appliquer sans tarder des mesures spéciales comme celles que prévoient le programme d'action énoncé dans la résolution 62 (III) de la CNUCED et d'autres décisions des Nations Unies. Il en va de même des problèmes particuliers aux pays en voie de développement sans littoral.

47. La délégation yougoslave appuie la proposition tendant à reconduire le mandat du Groupe de travail chargé d'élaborer la charte des droits et des devoirs économiques des Etats. Cette charte devrait garantir le droit qu'a tout pays d'adopter le système économique et social le plus favorable à son développement ainsi

que son droit de souveraineté nationale sur ses ressources naturelles et sur toutes ses activités économiques intérieures. M. Sekulić partage les vues qu'a exprimées le représentant du Mexique, à la séance précédente, lorsqu'il a présenté le projet de résolution A/C.2/L.1295, dont la Yougoslavie est l'un des auteurs.

48. En ce qui concerne le transfert des techniques aux pays en voie de développement, des progrès ont certes été réalisés dans la formulation des mesures et des programmes, mais peu de résultats pratiques ont été obtenus. Le moment est venu de passer à l'action et d'élaborer un code de conduite, ainsi qu'une nouvelle législation internationale, à ce sujet. La CNUCED devrait instituer un comité plénier qu'elle chargerait d'examiner ces importantes activités.

49. Une autre tâche importante de la CNUCED est de promouvoir toutes les formes de coopération entre les pays en voie de développement et les pays socialistes. Elle peut compter sur le plein appui de la Yougoslavie dans ce domaine.

50. Malgré les revers qu'elle a essuyés, la CNUCED a obtenu d'importants résultats et il faut rendre hommage à son secrétaire général et à son personnel. La CNUCED doit analyser les situations économiques actuelles, s'occuper de négociations difficiles et quasi continues et œuvrer sur la base de nouvelles conceptions et visions d'un avenir meilleur. M. Sekulić espère qu'elle continuera à s'acquitter de sa tâche complexe avec un succès croissant.

51. M. OGISO (Japon) rappelle que les résolutions 82 (III) et 84 (III) de la CNUCED, adoptées en 1972, demandaient la participation active des pays en voie de développement aux négociations sur le commerce multilatéral et la réforme monétaire internationale, les intérêts de ces pays étant en jeu dans les deux cas. Depuis lors, des progrès réguliers ont été faits : le Conseil des gouverneurs du FMI a établi le Comité des Vingt, où sont représentés les pays développés comme les pays en voie de développement; ce comité a soumis un premier avant-projet de réforme du système monétaire international à la réunion annuelle commune de la BIRD et du FMI à Nairobi (24-28 septembre 1973), et l'on a fixé au 31 juillet 1974 la date à laquelle devrait intervenir l'accord de fond sur le nouveau système monétaire. L'avant-projet devant servir de base aux négociations futures. Ces faits montrent que les pays en voie de développement participent activement aux négociations monétaires.

52. La pleine participation des pays en voie de développement aux négociations commerciales multilatérales a également été assurée. De plus, la réunion ministérielle du GATT à Tokyo (12-14 septembre) a clairement montré que les pays développés ne s'attendaient à aucune réciprocité au titre des engagements qu'ils prendraient, lors des négociations, pour abaisser ou supprimer les obstacles tarifaires ou autres au commerce des pays en voie de développement. Lors de cette réunion, on a également convenu d'assurer des avantages supplémentaires aux pays en voie de développement en matière de commerce international, de façon à leur permettre d'augmenter sensiblement leurs recettes en devises, de diversifier leurs exportations, d'accélérer l'accroissement de leur commerce, d'élargir les possibilités qu'ils ont de participer à l'expansion du commerce mondial et de s'assurer une part plus

équitable des avantages de cette expansion, en facilitant l'accès au marché international des produits dont l'exportation présente un intérêt pour les pays en voie de développement et en appliquant des mesures pour établir des prix stables, équitables et rémunérateurs pour les produits de base. La nécessité d'accorder un traitement particulier aux pays en voie de développement les moins avancés a également été reconnue au cours de la réunion. En outre, il a été décidé que le secrétaire général de la CNUCED devrait participer aux négociations commerciales multilatérales. La CNUCED peut également se féliciter de l'inscription de la question des obstacles non tarifaires et de tous les aspects du commerce des produits agricoles à l'ordre du jour des futures négociations commerciales.

53. La CNUCED a joué un rôle essentiel dans cette évolution; elle a appelé l'attention sur l'importance de la pleine participation des pays en voie de développement et souligné l'interdépendance des problèmes du commerce, du financement du développement et de la réforme monétaire.

54. Le projet de charte des droits et des devoirs économiques des Etats est étroitement lié à la question de l'établissement de meilleures relations économiques internationales. Lors de ses deux dernières sessions, le Groupe de travail a réalisé d'utiles travaux préparatoires, et le Japon appuie pleinement la décision 98 (XIII) du Conseil du commerce et du développement [voir A/9015 (troisième partie), annexe I], recommandant une prolongation du mandat du Groupe pour permettre à ce dernier de tenir deux autres sessions de trois semaines chacune, en 1974. Le Groupe de travail est particulièrement bien placé pour poursuivre les travaux relatifs à l'élaboration de la charte envisagée car, mieux que tout autre organe plus vaste, il peut essayer de concilier les points de vue divergents. La délégation japonaise appuie en conséquence le projet de résolution A/C.2/L.1295. M. Ogiso tient à souligner combien il est important que le Groupe oriente ses travaux vers la recherche d'un consensus. Il ne pense pas que l'Assemblée générale doive se prononcer, à la présente session, sur le statut juridique de la charte envisagée. La délégation japonaise préférerait qu'elle prenne la forme d'une déclaration, mais le moment n'est pas encore venu d'adopter une décision définitive; il faut attendre que les travaux sur les divers éléments de la charte envisagée soient plus avancés.

55. Pour ce qui est du transfert des techniques, le Conseil du commerce et du développement a progressé surtout sur le plan des arrangements institutionnels, en adoptant la résolution 104 (XIII) [*ibid.*] qui prie le Groupe intergouvernemental du transfert des techniques d'examiner la question du mandat d'une grande commission éventuelle du Conseil pour le transfert des techniques. Etant donné les divergences de vues concernant le code de conduite envisagé, le Conseil a adopté une approche plus prudente en la matière. C'est un fait — dont il convient de tenir compte — que les techniques sont transférées essentiellement par les entreprises privées et que cette question est étroitement liée à celle des investissements privés. La délégation japonaise estime, elle aussi, que le transfert des techniques doit se faire selon des conditions bien définies, réglementées tant par la législation nationale des pays bénéficiaires que grâce aux mesures prises volontairement par les sociétés d'exportation de techniques, de

façon à assurer des avantages plus grands aux importateurs comme aux exportateurs. Le Japon est encore l'un des plus grands importateurs de techniques et possède une très vaste expérience dans ce domaine; il comprend donc fort bien que les pays en voie de développement doivent disposer de techniques leur permettant de répondre à leurs besoins en matière de développement. Le Japon examinera attentivement les vues de ces pays concernant un code de conduite dans ce domaine, mais estime qu'en raison de sa grande complexité cette question appelle une étude approfondie. Il ne fait aucun doute que la CNUCED doit poursuivre ses discussions à ce sujet.

56. En ce qui concerne les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés, M. Ogiso souligne que le Japon a fait tout son possible pour les aider compte tenu des dispositions de la résolution 62 (III) de la CNUCED. La délégation japonaise a vu avec intérêt la proposition de créer un fonds spécial à cette fin mais, puisque cet aspect de la question a été traité essentiellement dans le cadre du Conseil économique et social et du PNUD, elle fera connaître ses vues lorsque la Commission examinera les points s'y rapportant. Il est clair que les travaux préparatoires sur les chiffres indicatifs de planification pour le prochain cycle d'assistance du PNUD constituent l'un des éléments essentiels des mesures spéciales que l'on se propose de prendre en faveur des pays les moins avancés. La délégation japonaise étudie également avec attention la suggestion tendant à transformer le Fonds d'équipement des Nations Unies en un fonds spécial pour les projets en faveur des pays les moins avancés.

57. Le Japon ne méconnaît pas non plus les difficultés des pays insulaires en voie de développement, mais il a des doutes quant à la valeur de la résolution 101 (XIII) du Conseil (*ibid.*), qui donne une définition très vague et manque de clarté sur la question des besoins spécifiques de ces pays.

58. A propos des produits de base, M. Ogiso fait observer que le Japon se rend compte de l'importance de l'exportation de produits de base pour les pays en voie de développement, mais qu'il appuie la position prise en la matière par le Groupe B lors de la treizième session du Conseil [voir A/9015 (troisième partie), par. 139] : ce qu'il faut au stade actuel c'est entreprendre non pas des négociations, mais bien des consultations, et un accord entre tous les groupes de la CNUCED est indispensable à ces consultations.

59. M. FREYBERG (Pologne) dit que la principale tâche de la CNUCED doit être d'établir des conditions équitables pour le développement de la coopération économique entre tous les pays. Il existe manifestement un lien étroit entre les questions monétaires et commerciales, et la CNUCED doit jouer le rôle qui lui revient dans la solution des problèmes monétaires internationaux. La Pologne se félicite donc des décisions prises par la CNUCED à sa troisième session, ainsi que par le Conseil du commerce et du développement, à propos des questions monétaires.

60. Il importe que la CNUCED puisse influencer sur les décisions qui seront prises lors des prochaines négociations commerciales multilatérales et veiller à ce que les intérêts des pays qui ne sont pas parties contractantes au GATT ne soient pas lésés.

61. La CNUCED a fait œuvre utile durant l'année écoulée. L'examen par secteur des questions relevant de son mandat, auquel le Conseil du commerce et du développement a procédé lors de sa cinquième session extraordinaire, a certainement facilité les travaux touchant l'examen et l'évaluation à la cinquante-cinquième session du Conseil économique et social et au sein du Groupe de travail de la Deuxième Commission lors de la session en cours. Néanmoins, la Pologne estime que le Conseil du commerce et du développement devrait consacrer davantage d'attention aux problèmes relatifs à la promotion des relations commerciales entre pays ayant des systèmes économiques et sociaux différents. Maintenant qu'une amélioration des relations politiques internationales a ouvert la voie à une expansion des relations commerciales et économiques entre ces pays, la CNUCED devrait intensifier ses activités dans ce domaine.

62. Dès le départ, la Pologne a attaché une grande importance au projet de charte des droits et des devoirs économiques des Etats. La charte doit créer des conditions propices à une nouvelle division internationale du travail plus équitable, et à l'établissement de relations commerciales internationales assurant l'égalité de tous. Les intérêts de tous les pays doivent être pris en considération et la charte doit permettre la croissance plus rapide des pays en voie de développement.

63. L'expérience montre qu'un développement rapide et harmonieux ne peut être assuré que si les règles applicables aux relations internationales sont fondées sur l'égalité de tous les Etats, l'élimination de toutes les formes de discrimination et le respect de la souveraineté de chaque Etat sur ses ressources naturelles. Ces principes sont à la base de la position de la Pologne dans tous les organes des Nations Unies.

64. M. ABHYANKAR (Inde), se référant au projet de résolution A/C.2/L.1295, dit qu'il ressort clairement du rapport du Groupe de travail chargé d'élaborer la charte des droits et des devoirs économiques des Etats qu'un travail considérable reste à accomplir, la charte devant couvrir un domaine très vaste. En outre, il semble que, mises à part les dispositions concernant les pays les moins avancés et les pays sans littoral, aucun texte concerté n'a été mis au point; on ne dispose que d'un certain nombre de variantes. Néanmoins, il existe un large accord quant aux sujets sur lesquels devra porter la charte. Puisqu'il semble y avoir quelque espoir qu'on parvienne finalement à s'entendre, M. Abhyankar appuiera la proposition tendant à proroger le mandat du Groupe de travail.

65. Le PRESIDENT annonce que le Gabon et la Jamaïque ont décidé de se joindre aux auteurs du projet de résolution A/C.2/L.1295.

La séance est levée à 12 h 55.